

Journal des guerres de l' Otan

Géopolitique et stratégies

N° 111 du 19.05.12

Par **C.De Broeder & M.Lemaire**

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

[Un général turc au centre du commandement du système balistique de l'Otan](#)

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

La 1-1 Vijay Prashad : [De la Libye à la Syrie : tenir l'Otan en laisse.](#)

1-2 Georges Spriet, Ludo De Brabander : [L'Otan, un outil pour des intérêts géostratégiques.](#)

2 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 Manlio Dinucci : [L'école de mort de l'OTAN.](#)

2-2 William BLUM : [Le Rapport Anti-empire : Ce qu'il vous faut, c'est la sincérité, et si vous arrivez à simuler la sincérité, vous avez gagné...](#)

3 Courrier des lecteurs & témoignage

3-1 Gilles Devers : [« Le Monde » et le gentil monde de l'OTAN](#)

3-3 [Silvia Cattori : Le terrorisme non revendiqué de l'OTAN - Entretien avec Danièle Ganser.](#)

Tiré à part :

[Un général turc au centre du commandement du système balistique de l'Otan](#)

17/05/2012

Un général de l'armée turque sera installé au centre du commandement du système balistique de l'Otan. Le journal turc Zaman proche du parti au pouvoir a écrit dans son numéro d'aujourd'hui jeudi 17 mai qu'un général américain assumera le commandement de la base aérienne de Ramstein en Allemagne et un général turc sera désigné au poste de son adjoint. Il est attendu que la décision finale à ce propos soit prise lors du prochain sommet de l'Otan à Chicago aux Etats-Unis qui se tiendra les 20 et 21 mai. La base aérienne américaine près de la ville allemande Ramstein est le centre du commandement du bouclier antimissile de l'Otan dont une partie est installée en Turquie.

IRIB

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

1-1 Vijay Prashad : [De la Libye à la Syrie : tenir l'Otan en laisse.](#)

Pourquoi le Conseil de sécurité des Nations unies n'accorde-t-il pas une résolution pour protéger les civils de Syrie ? Du côté des BRICS, on pointe clairement les exactions de l'Otan commises en Libye. L'alliance atlantique a clairement dépassé le cadre de la résolution et beaucoup s'interrogent sur l'efficacité de son intervention au regard des objectifs déclarés. Les Libyens ont-ils bien été protégés ? Les doutes se font pesants mais à demi-mots. Actuellement, il n'y a que l'Otan pour enquêter sur les crimes éventuels de l'Otan... (IGA)

Le 18 Février, j'ai demandé à l'ambassadeur indien à l'Organisation des Nations Unies, Hardeep Singh Puri, pourquoi il n'y avait pas d'empressement pour une résolution forte de l'ONU sur la Syrie.

Après tout, la violence en Syrie semble avoir déjà dépassé celle de Libye. Si l'ONU a pu adopter la résolution 1973 (sur la Libye), pourquoi était-elle réticente à adopter une résolution semblable pour la Syrie ? Puri a pointé son doigt directement sur les Etats de l'OTAN.

Ils avaient outrepassé le mandat de la Résolution 1973, pour l'utiliser pour un changement de régime, au moyen d'une immense violence. Toutes les tentatives pour trouver une solution pacifique ont été bloquées. Le panel de haut niveau de l'Union africaine avait été empêché de pénétrer en Libye lorsque le barrage de l'OTAN a commencé. Toute résolution de l'ONU qui ne serait pas explicitement contre une intervention militaire humanitaire ouvrirait la porte à une attaque dans le style de l'OTAN. Cela semble être la crainte.

Si il ya un sentiment que l'OTAN a dépassé le mandat de 1973, ai-je demandé, est-ce que l'ONU considèrerait maintenant de faire une évaluation de la façon dont ce mandat a été utilisé dans la guerre en Libye ? « *La Russie a demandé au Conseil de sécurité de procéder à une évaluation de la protection des civils, parce que la résolution 1973 concernait la protection des civils* », a déclaré Puri. « *Alors, quel genre de dommages il y a-t-il eu là, des dommages collatéraux sur des civils, etc. ? Il ya une grande réticence à s'engager dans cela* »

Un rapport publié par des groupes arabes indépendants de défense des droits de l'homme en janvier 2012, et un rapport du Conseil des droits de l'homme (2 mars 2012) ont été largement ignorés. Tout deux montraient que l'affirmation que les forces de Mouammar Kadhafi étaient en train de mener un génocide était grossièrement exagérée, et tout deux appelaient à une enquête ouverte sur les bombardements aériens de l'OTAN.

Le point de ce deuxième appel est simple : si l'OTAN s'est engagé dans le conflit en vertu de sa « responsabilité de protéger » (R2P) les civils, quel est le taux de victimes civiles en conséquence des bombardements de l'OTAN ? Est-ce que le Conseil de sécurité devrait approuver de nouvelles "interventions humanitaires" de l'OTAN si le taux de morts provoquées par les sauveurs est supérieur ou égal à celui provoqué par la violence [*qu'ils étaient prétendument venus combattre*] ?

Puri indique que les pays de l'OTAN au sein du Conseil de sécurité ne sont pas enthousiastes à l'idée d'une évaluation. Lorsque le Conseil des droits de l'Homme a commencé ses investigations, le conseiller juridique de l'OTAN, Peter Olson a écrit une vive lettre à la présidence de la commission :

« *Nous serions préoccupés si "les incidents de l'OTAN" étaient inclus dans le rapport de la commission sur un pied d'égalité avec ceux pour lesquels la commission peut définitivement conclure qu'ils violaient la loi ou constituaient des crimes. Nous notons à cet égard que le mandat de la commission est de discuter "des faits et des circonstances de ... violations [de la loi] et ... des crimes perpétrés* ». *Nous demanderions par conséquent que, au cas où la commission choisissait d'inclure une discussion sur les actions de l'OTAN en Libye, son rapport indique clairement que l'OTAN n'a pas délibérément pris pour cible des civils et n'a pas commis de crimes de guerre en Libye.* »

En d'autres termes, l'OTAN avait hâte de préjuger de l'enquête - elle ne permettrait pas à l'enquête, ce serait-ce qu'aborder les questions de crimes de guerre par l'OTAN. Cela devait être tué dans l'œuf.

Le 25 mars, CJ Chivers a publié dans le New York Times un article avec des mots très forts "*Posture de secret de l'OTAN*", où il revient sur une histoire qu'il avait écrit le 8 Août sur un bombardement de l'OTAN sur Majer, un village situé entre Misrata et Tripoli. Il est clair que à 34 civils ont été tués dans cette attaque. Il s'agit d'un cas type de refus de l'OTAN de permettre aucun examen public.

L'OTAN affirme qu'elle a déjà effectué un examen de cette affaire. Chivers a raison de noter que cela soulève une question fondamentale pour les sociétés démocratiques, à savoir, le contrôle civil sur

l'armée. Si le public et les autorités politiques ne sont pas autorisés à avoir accès aux preuves et assurer une surveillance sur le commandement de l'OTAN, la notion d'un contrôle civil de l'armée est violée. Cinq jours plus tard, un éditorial du New York Times (« Le Devoir de l'OTAN ») suivait Chivers, en constatant que l'OTAN « *avait montré peu d'intérêt pour investiguer sur des affirmations indépendantes crédibles faisant état de morts parmi les civils .* » [...]

Le lendemain (31 mars), la porte-parole de l'OTAN Oana Langescu répondait que l'OTAN avait déjà fait son enquête, et que si les autorités libyennes décidaient d'ouvrir une enquête, alors "l'OTAN allait coopérer". Il n'y a aucune indication que le faible gouvernement libyen va remettre en question ses sauveurs. L'OTAN est à l'abri de l'examen.

La suspicion autour des opérations de l'OTAN est désormais générale parmi les Etats des BRIC (Brésil, Inde, Chine et Afrique du Sud). Dans la Déclaration de Delhi du 29 Mars, les BRICS notaient à propos de la Syrie, que « *les intérêts globaux seraient mieux servis en traitant la crise par des moyens pacifiques qui favorisent un large dialogue national qui reflètent les aspirations légitimes de toutes les sections de la société syrienne et de l'indépendance ce qui concerne la Syrie, l'intégrité territoriale et la souveraineté.* »

En outre, les Etats BRIC ont réaffirmé leur « *engagement fort pour la diplomatie multilatérale, avec les Nations Unies comme acteur central dans le traitement des défis et menaces globaux* ».

La menace d'une intervention de l'OTAN au nom des droits de l'homme est dans les esprits des dirigeants des BRICS. On ne laissera plus à l'OTAN la bride sur le cou, avec l'autorisation des Nations Unies. Mr Puri l'affirme en tant qu'ambassadeur : « *A cause de l'expérience libyenne, les autres membres du Conseil de sécurité, tels que la Chine et la Russie, n'hésiteront pas à exercer leur droit de veto si une résolution - et c'est un grand si - devait contenir des actions en vertu du chapitre 7 de la Charte des Nations Unies, qui permet l'utilisation de la force et les mesures punitives et coercitives.* »

[Vijay Prashad](#)

10 avril 2012

Source : Alerte Otan

<http://www.michelcollon.info/De-la-Libye-a-la-Syrie-tenir-l.html>

1-2 [Georges Spriet](#), [Ludo De Brabander](#) : [L'Otan, un outil pour des intérêts géostratégiques.](#)

L'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a été fondée en 1949. Pour ses partisans, l'intérêt de cette alliance militaire résidait dans la possibilité de dresser un barrage contre l'agressivité d'un système communiste expansionniste qui menaçait de plonger l'Europe de nouveau dans une guerre. La menace de guerre émanant de l'Europe de l'Est a été fortement propagée dans les médias. On y faisait référence au blocus de Berlin, à la guerre de Corée, au renversement de l'insurrection hongroise, au Printemps de Prague, etc. Les déclarations historiques, comme celle de Paul-Henri Spaak et son célèbre « Nous avons peur » lors de la troisième Assemblée générale des Nations Unies (septembre 1948), avaient pour but de mettre l'accent sur la perception d'une réelle menace. Dans ce contexte, la création de l'Otan et la militarisation s'avéraient de première nécessité pour effrayer l'ennemi et disposer d'une réponse militaire en cas de besoin.

Une lecture plus approfondie et une analyse des faits donnent néanmoins un récit bien plus nuancé, voire différent. La mise en place de l'Otan n'était pas destinée à la défense militaire contre le bloc de l'Est, mais poursuivait bel et bien un but idéologique, économique et géopolitique. Le ministre américain des Affaires étrangères (1953-1959) John Foster Dulles lui-même, réputé pour sa pugnacité, a déclaré qu'il n'avait « connaissance d'aucun haut fonctionnaire responsable, militaire ou civil, dans ce gouvernement ou dans un autre, qui envisageait la possibilité que l'Union Soviétique n'entame une conquête grâce à une offensive militaire ouverte ». Paul-Henri Spaak n'a d'ailleurs prononcé son tristement célèbre discours que par pur opportunisme politique. Dans un même temps, il est apparu que ni lui ni la majorité de ses collègues ne croyaient en une réelle menace émanant de l'Union Soviétique. Spaak était initialement opposé au Pacte atlantique, car cela aurait renforcé la dichotomie de l'Europe. Selon Spaak, la Belgique, dans son propre intérêt, avait besoin de réparations rapides de la part de l'Allemagne ce qui nécessitait l'aide des États-Unis.

Le plan Marshall

Cette aide est apparue sous les traits du plan Marshall qui ne reflétait pas l'altruisme des Etats-Unis, mais bien une volonté d'atteindre les objectifs économiques et politiques américains. Une première explication réside dans l'inquiétude liée à l'avenir de l'économie américaine. Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis étaient menacés d'une crise économique, conséquence de la baisse du pouvoir d'achat européen. Le vice-ministre américain chargé des Affaires économiques, Will Clayton, a rédigé au printemps 1947 un courrier à l'attention du ministre des Affaires étrangères Marshall : « Nous avons besoin de marchés, de gros marchés où nous pourrions acheter et vendre². » De nouveaux marchés furent créés tant dans l'intérêt des entreprises basées États-Unis que des entreprises américaines basées en Allemagne, dont l'activité s'était poursuivie la période nazie. Pour ce faire, un programme colossal de réparation de l'Europe de l'Ouest était nécessaire en vue de redresser le potentiel de production et de consommation. Il existe une seconde explication, directement liée à la première : la crainte que le malaise économique européen n'augmente l'influence de l'Union soviétique et des partis communistes sur les pays isolés, ce qui ferait obstacle aux ambitions capitalistes américaines.

L'Allemagne a joué un rôle crucial. Les États-Unis étaient convaincus que le redressement européen ne se ferait correctement que si le système économique allemand était intégré au plan. Les autres pays européens craignaient néanmoins qu'une Allemagne économiquement puissante ne se mue à nouveau en une Allemagne militairement puissante. Les dirigeants des pays alliés – Roosevelt, Churchill, Staline - avaient convenu à Yalta que les gros groupes industriels nazis, principalement ceux de la Ruhr, seraient démantelés. Cela aurait mis des bâtons dans les roues des finances du capital américain et de ses entreprises allemandes. Le président Truman (qui avait succédé à feu Roosevelt) fit tout ce qui était en son pouvoir pour obtenir le contrôle de cette zone — alors située dans la zone d'occupation britannique. Le 1er janvier 1947, les zones américaines et britanniques fusionnent. C'est le premier pas vers une séparation. Et l'Union Soviétique est, du même coup, frappée de plein fouet, elle qui avait tout intérêt à voir une Allemagne unie, neutre et démilitarisée, capable de verser des réparations à Moscou. À cet effet, la région de la Ruhr était d'importance capitale. La séparation unilatérale de l'Allemagne de l'Ouest, à laquelle s'est ensuite ajoutée la zone française, fut suivie de l'installation d'un gouvernement allemand et de l'introduction d'une nouvelle monnaie dans ces zones. L'Union soviétique réagit en instaurant le blocus de Berlin. La guerre froide devint en Europe une réalité bien tangible.

Washington était parvenu à ôter toute méfiance envers une nouvelle Allemagne forte grâce à une double politique : premièrement, en encourageant la collaboration européenne et en exécutant le plan Marshall grâce à la mise en place d'une nouvelle organisation multilatérale de seize pays, l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) ; deuxièmement, en créant une alliance militaire avec les États-Unis, qui pour les alliés européens devaient se porter garants dans le cas où il faudrait contrer une « résurrection » de la menace militaire allemande. La fonction économique et géopolitique de l'Otan et de la construction militaire permet de comprendre plus clairement le discours du président américain Eisenhower : « Nous savons que nous sommes liés à tous les peuples libres non seulement par une noble idée, mais par un simple besoin. Aucun peuple libre ne peut longtemps se cramponner à un privilège ou rester en sécurité en s'enfermant dans une solitude économique. Malgré toute notre puissance matérielle, nous avons besoin de marchés dans le monde pour les surplus de notre production agricole et industrielle. Nous avons également besoin, pour cette même production agricole et industrielle, de matériaux vitaux et de produits venant de terres lointaines. Cette loi fondamentale d'interdépendance, si manifeste dans le commerce en temps de paix, s'applique en cas de guerre avec une intensité mille fois accrue³. » Les pays ouest-européens disposant de l'aide Marshall pouvaient se reconstruire et se moderniser à l'abri du bouclier Otan. Ainsi, le capitalisme américain put se développer, dans la mesure où les États-Unis étaient parvenus à obtenir un accès à l'Europe de l'Ouest et un contrôle sur elle.

Georges Spriet, Ludo De Brabander

LIRE LA SUITE EN CLIQUANT SUR LE LIEN : <http://www.michelcollon.info/L-Otan-un-outil-pour-des-interet.html>

2 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 Manlio Dinucci : L'école de mort de l'OTAN.

Contrairement à ce qu'il semble, l'OTAN aussi apprend. « Elle tire toujours des leçons de ses opérations, et c'est ce que nous sommes déjà en train de faire avec la Libye », explique l'amiral étasunien James Stavridis, commandant suprême allié en Europe. A cette fin l'OTAN dispose d'un centre adéquat, le Joint Analysis & Lessons Learned Centre (Jallc) : une sorte d'école, dans laquelle on enseigne les « leçons apprises ». Ainsi l'OTAN apprend à toujours mieux faire la guerre. Au début de celle contre la Libye, en mars 2011, le Jallc envoya une équipe d'analystes suivre les opérations auprès du centre allié de commandement à Naples. Les « leçons apprises » sont exposées dans un rapport réservé, présenté en février dernier, dont le *New York Times* a maintenant obtenu une copie. Que doivent apprendre les alliés, surtout ceux européens ? Que la guerre contre la Libye n'a pas été l'opération modèle qu'on pensait, mais a mis en évidence de graves lacunes. Avant tout, le fait que les alliés européens et le Canada ont dû compter de façon excessive sur les Etats-Unis. Même avec l'aide étasunienne, l'OTAN ne disposait que de 40% des avions pour la guerre électronique, qui auraient été nécessaires dans cette opération. Et ce sont les Etats-Unis qui ont fourni aux alliés la quasi totalité des munitions les plus avancées à guidage de précision : 7.700 bombes et missiles utilisés dans l'attaque contre la Libye (dont une grande partie probablement fournie par la base étasunienne de Camp Darby, à Pise). Il faut se dépêcher de combler ces lacunes. « Le président Obama a déjà demandé au Pentagone de préparer des options militaires préliminaires en Syrie ». Toutefois, « une opération militaire contre la Syrie constituerait un plus gros défi par rapport à celle qui a renversé le pouvoir de Kadhafi ». La Syrie dispose en effet de forces armées et systèmes de défense aérienne plus efficaces, plus difficiles à détruire par les attaques aériennes. De plus, l'opposition syrienne est plus désarticulée et dispersée que celle de Libye pendant la guerre, « rendant plus difficiles les efforts des alliés OTAN pour se coordonner avec les rebelles ». En conséquence, pour attaquer la Syrie, les alliés européens et le Canada devraient « s'appuyer lourdement sur les capacités des USA ». En prévision de cette guerre et d'autres (dans le collimateur il y a aussi l'Iran), les alliés et le Canada sont donc en train d'accélérer les cadences pour potentialiser leurs propres capacités militaires. C'est dans ce cadre que s'insère l'accord, conclu en février dernier, de créer à Sigonella (Sicile) le système Ags (Alliance Ground Surveillance) qui, assorti des drones Global Hawk déposés dans cette base, fournira à l'OTAN un cadre détaillé des territoires à attaquer, permettant aussi de frapper des véhicules en mouvement.

Immédiatement après, en mars, les ministres européens de la défense se sont mis d'accord sur un « plan ambitieux » qui comble une autre lacune : l'insuffisance des avions pour l'approvisionnement en vol des chasseurs bombardiers qui, dans la guerre en Libye, ont été mis à disposition en grande partie par les Etats-Unis. Bravo, vous avez compris la leçon -disent les enseignants du Jallc- mais vous devez vous impliquer davantage : « L'achat d'avions et appareils électroniques coûteux peut nécessiter des années pour être réalisé ». Voilà la leçon apprise par la guerre en Libye. Les élèves qui ont réussi l'examen passent dans la guerre suivante.

Manlio Dinucci

Mardi 17 avril 2012

Edition de mardi de *il manifesto*

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120417/manip2pg/14/manip2pz/321306/>

2-2 William BLUM : Le Rapport Anti-empire : Ce qu'il vous faut, c'est la sincérité, et si vous arrivez à simuler la sincérité, vous avez gagné...

(vieux dicton hollywoodien)

« Il y a quelques mois, j'ai dit au peuple américain que nous n'échangions pas des armes contre des otages. Mon cœur me dit que c'est encore vrai, mais les faits indiquent le contraire. »

Président Ronald Reagan, 1987 (1)

Le 23 avril, s'exprimant dans le Musée du Mémorial à l'Holocauste à Washington, DC, le Président Barack Obama a déclaré qu'en tant que président « j'ai fait tout ce que j'ai pu... pour prévenir et mettre fin aux atrocités ».

Est-ce que les faits lui indiquent le contraire ?

Voyons voir ... Il y a les multiples atrocités commises contre l'Irak par les forces américaines sous le Président Obama. Il y a les multiples atrocités commises en Afghanistan par les forces américaines sous

Obama. Il y a les multiples atrocités commises au Pakistan par les forces américaines sous Obama. Il y a les multiples atrocités commises en Libye par les forces US/OTAN sous Obama. Il y a aussi les centaines d'attaques par drones contre le peuple et les foyers en Somalie et au Yémen (y compris une attaque contre des citoyens américains pour ce dernier). Les amis et les familles des victimes peuvent-ils considérer que le meurtre d'un proche et la destruction de leurs maisons constituent des atrocités ? Ronald Reagan, lorsqu'il a grommelé les phrases mentionnées ci-dessus, était au bord de l'Alzheimer. Quelle est l'excuse d'Obama ?

Le président a continué sur le même ton en déclarant : « *Nous possédons de nombreux outils... et nous les avons employés au cours des trois dernières années, je crois – je sais – que nous avons sauvé d'innombrables vies.* » Obama a souligné que cela incluait la Libye, où les Etats-Unis, avec l'OTAN, ont participé à sept mois de bombardements quasi quotidiens. Le nouveau gouvernement libyen pro-OTAN ne nous fournira peut-être jamais le nombre de victimes provoquées par ces bombes, ni l'étendu des dégâts infligés aux habitations et aux infrastructures. Mais le Président des Etats-Unis a rassuré son auditoire au Musée de l'Holocauste en déclarant « *aujourd'hui, le peuple libyen forge son propre avenir, et le monde peut être fier des vies innocentes épargnées.* » (Comme je l'ai expliqué dans mon dernier article, la Libye est devenue un état en ruines)

Le langage est une invention qui permet à quelqu'un de nier ses actes.

M. Obama a conclu avec ces paroles émouvantes : « *Il peut être tentant de baisser les bras et de nous résigner devant la propension infinie de l'homme pour la cruauté. Il est parfois tentant de croire qu'il n'y a rien à faire.* » Mais Barack Obama, lui, n'avait aucun doute. Il sait qu'on peut faire quelque chose au sujet de la propension infinie de l'homme pour la cruauté. Il peut y participer. Beaucoup. Et pourtant, j'en suis certain, à quelques très rares exceptions près, tous ceux présents à l'audience au Musée de l'Holocauste sont repartis convaincus que cet homme méritait pleinement le Prix Nobel de la Paix. Et les futurs livres d'histoire américains pourront certifier la véracité des propos du président, de sa sincérité, car son discours avait cette qualité requise pour les livres scolaires.

Le Cirque Prix-Nobellisé de l'Holocauste Israélo-Américano-Iranien.

Un cas d'espèce de ce que l'on peut faire de pire est celui du traitement par les médias US de la politique étrangère des Etats-Unis et particulièrement lorsqu'un Ennemi Officiellement Désigné (EOD) est concerné. J'ai déjà abordé ce sujet à plusieurs reprises ces dernières années. L'EOD est le Président Iranien Mahmoud Ahmadinejad. Il est accusé d'avoir menacé Israël, et ce selon une remarque faite en 2005 où il appelait à « rayer Israël de la carte ». Qui pourrait compter le nombre de fois que cette expression a été répétée dans tous les médias possibles et imaginables, dans tous les pays du monde, sans la moindre interrogation sur sa véracité ? Une recherche dans (le moteur de recherche dédié aux articles de presse) Lexis-Nexis sur les termes « Iran et Israël « rayé de la carte », en langue anglaise, et au cours des sept dernières années, a renvoyé le message suivant : « *La recherche a été interrompue car plus de 3000 réponses ont été trouvées.* »

Comme je l'ai déjà souligné, « la menace » d'Ahmadinejad n'est que le résultat d'une mauvaise traduction, et un élément de preuve serait sa déclaration l'année suivante : « *le régime sioniste sera bientôt balayé, comme l'Union Soviétique l'a été, et l'humanité retrouvera la liberté.* » (2) A l'évidence, il n'appelait à aucune attaque violente contre Israël, car l'effondrement de l'Union Soviétique s'est déroulé de manière remarquablement pacifique. Mais évidemment, le mythe a persisté.

Aujourd'hui enfin, nous avons cet échange du 9 avril sur la radio-TV *Democracy Now* ! :

Un haut officiel israélien a reconnu que le Président iranien Mahmoud Ahmadinejad n'a jamais dit que l'Iran cherchait à « rayer Israël de la carte ». La déclaration traduite de façon erronée a été largement attribuée à Ahmadinejad et utilisée par les officiels US et israéliens pour appuyer des actions militaires et des sanctions contre l'Iran. Mais dans une conversation avec Teymoor Nabili sur la chaîne Al Jazeera, le premier ministre adjoint israélien Dan Meridor a admis que la phrase attribuée à Ahmadinejad était fausse.

Teymoor Nabili : « comme nous le savons, Ahmadinejad n'a pas dit qu'il voulait exterminer Israël, ni que la politique étrangère de l'Iran était d'exterminer Israël. La position d'Ahmadinejad et de l'Iran a toujours été, et ils l'ont – ils ont dit l'ont dit à chaque fois qu'ils ont critiqué Israël, ils ont dit à chaque reprise qu'ils n'avaient aucune intention d'attaquer Israël... »

Dan Meridor : « Eh bien, permettez-moi de ne pas être d'accord. Vous parlez d'Ahmadinejas. Moi je parle de Khamenei, d'Ahmadinejad, de Rafsanjani, de Shamkhani. Je vous donne tous ces noms. Ils ont tous dit qu'Israël était une création contre-nature, qu'il ne survivrait pas. Ils n'ont jamais dit « nous allons le rayer de la carte, » vous avez raison. Mais « il ne survivra pas, c'est une tumeur cancéreuse qui devrait être retirée », cela a été dit il y a encore deux semaines.

Teymoor Nabili : « Eh bien, je suis content que vous ayez reconnu qu'ils n'ont jamais dit qu'ils allaient le rayer de la carte. »

Et voilà. C'est bon ? Ben non. Fox News, NPR, CNN, NBC et toute la bande continueront probablement d'affirmer qu'Ahmadinejad a menacé de « rayer Israël de la carte ».

Et ça c'est juste pour ce qui concerne Ahmadinejad le tueur d'Israéliens. Parce qu'il y a aussi le Ahmadinejad négationniste de l'Holocauste. Alors en attendant qu'un haut officiel israélien admette finalement que ça aussi c'est un mensonge, gardez à l'esprit qu'Ahmadinejad n'a jamais dit simplement, clairement et sans ambiguïté que l'Holocauste n'a jamais eu lieu. Au contraire, il a déjà parlé de la particularité et de l'injustice de l'Holocauste qui a eu lieu en Europe et qui a abouti à la création d'un état pour les Juifs au Moyen orient, et non en Europe. Pourquoi les Palestiniens doivent-ils payer pour un crime commis par les allemands ? demande-t-il. Et il a aussi questionné le chiffre de six millions de juifs tués par l'Allemagne nazie, comme d'autres l'ont fait avant lui et de toutes tendances politiques. Dans un discours à l'Université de Colombia le 24 septembre 2007, répondant à une question sur l'Holocauste, le président iranien a déclaré : « *Je ne dis pas que cela n'a pas eu lieu. Ce n'est pas du tout ce que je dis.* » (3)

Écoutons à présent Elie Wiesel, le réactionnaire simpliste qui a fait carrière en tant que survivant de l'Holocauste, lors de sa présentation du Président Obama au Musée de l'Holocauste pour le discours mentionné ci-dessus, cinq jours après la déclaration du premier ministre adjoint israélien.

« Comment se fait-il que le premier négationniste de l'Holocauste, Ahmadinejad, soit encore président ? Lui qui menace d'employer des armes nucléaires – des armes nucléaires – pour détruire l'état juif. N'avons-nous rien appris ? Nous le devons. Nous devons savoir que lorsque le mal a du pouvoir, il est déjà pratiquement trop tard. »

Bien sûr, parler « d'armes nucléaires » ne fait qu'ajouter une pierre à l'édifice du vieux mythe.

Weisel, comme Obama, a reçu le Prix Nobel de la Paix. Tout comme Henry Kissinger et Menachim Begin. Et plusieurs autres bêtes de guerre. Combien de temps encore durera cette monumentale farce du Prix Nobel de la Paix ?

Pour enfoncer le clou, qu'il soit rappelé que le 4 mars, en s'exprimant devant le *American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC – équivalent du CRIF – NdT), Obama a dit : « *Commençons par une vérité première que nous connaissons tous : aucun gouvernement israélien ne peut tolérer l'arme nucléaire entre les mains d'un régime qui nie l'Holocauste, qui menace de rayer Israël de la carte, qui soutient des groupes terroristes qui se consacrent à la destruction d'Israël.* » (4)

PS : chaque fois que je critique Obama, certains de mes lecteurs demandent à être désabonnés. Je suis vraiment désolé de les perdre mais il est important que les autres se débarrassent de leur attachement au Parti Démocratique. Je ne suis pas certain sur la manière d'instaurer un changement révolutionnaire aux Etats-Unis, mais je sais qu'il ne se produira pas à travers le Parti Démocrate, et plus tôt ceux à gauche couperont le cordon ombilical avec les Démocrates, et plus tôt nous pourrons commencer à envisager sérieusement ce qu'on appelle la révolution.

Journée de la Terre, le 22 avril 2012

(Une) suggestion pour sauver la planète : (...) Eliminer le plus gros consommateur d'énergie au monde : l'armée des Etats-Unis.

Voici ce que dit Michael Klare, professeur de *Peace and World Security Studies* à l'université de Hampshire, en 2007 :

« 60 litres de pétrole. C'est la consommation moyenne journalière pour chaque soldat américain en Irak et en Afghanistan – soit directement avec leurs véhicules blindés, leurs chars, leurs camions et leurs hélicoptères, soit indirectement par les frappes aériennes. Multipliez ceci par le nombre de soldats, 162.000 en Irak et 24.000 en Afghanistan, et 30.000 dans la région autour (y compris les marins embarqués dans les navires de guerres US présents dans le Golfe Persique) et vous arrivez approximativement à 13 millions de litres : la facture des opérations militaires US au Moyen orient.

Multipliez par 365 et vous obtenez 4,7 milliards de litres, soit la consommation annuelle de pétrole des opérations militaires US en Asie du sud-est. C'est plus que la consommation annuelle du Bangladesh, un pays de 150 millions d'habitants. Et encore, ces chiffres sont largement sous-estimés. (6) »

Depuis des décennies, l'armée US, avec ses innombrables bases et ses nombreuses guerres qui ont produit et abandonné sur place des produits toxiques. De l'usage de l'Agent Orange au Vietnam dans les années 60 aux fosses à ciel ouvert des bases US en Irak et Afghanistan au cours du 21ème siècle, d'innombrables personnes ont été rendus malades et sont morts ; et entre les deux périodes nous pouvons lire des choses comme cet extrait d'un long article du *Los Angeles Times* en 1990 :

« Les installations militaires ont pollué l'eau potable de l'île de Guam dans le Pacifique, déversé des tonnes de produits chimiques toxiques dans Subic Bay aux Philippines, introduit des produits cancérigènes dans une source d'eau naturelle en Allemagne, répandu des tonnes de fumée de charbon sulfurée dans les cieux de l'Europe centrale et pompé des tonnes d'eaux usagées dans les océans. (7) »

L'armée a provoqué des dégâts similaires dans l'environnement des Etats-Unis sur nombre de ses sites. (Faites une recherche Google)

Lorsque je suggère de supprimer l'armée, on me rétorque généralement que « *cela ouvrirait la voie à une invasion militaire des Etats-Unis* ». Et moi je réponds en général : « Dites-moi qui nous envahirait ? Quel pays ? » ; « *Que voulez-vous dire, quel pays ? Ça pourrait être n'importe quel pays.* » ; « Alors ça doit être facile de m'en citer un. » ; « *D'accord, n'importe lequel des 200 membres des Nations Unies !* » ; « Non, je vous demande de me nommer un pays précis qui pourrait envahir les Etats-Unis. Citez m'en un seul. » ; « *OK. Disons le Paraguay. Ça vous va ?* » ; « Non, parce qu'il faut maintenant m'expliquer pourquoi le Paraguay voudrait envahir les Etats-Unis. » ; « *Et comment le saurais-je ?* ». Etc, etc... et si ce charmant dialogue se poursuit, je demande combien de soldats il faudrait pour occuper un pays de plus de 300 millions d'habitants.

Le Karma Yankee

Les questions concernant l'immigration aux Etats-Unis à travers la frontière du sud reviennent année après année, avec toujours les mêmes arguments : quel est le meilleur moyen pour bloquer le flux migratoire dans ce pays ? Comment punir les résidents illégaux ? Faut-il séparer les familles, ce qui arrive lorsque les parents sont déportés alors que leurs enfants nés aux Etats-Unis restent ? La police et autres services ont-ils le droit de demander leurs papiers à toute personne soupçonnée d'être illégalement présente ? Faut-il punir les employeurs qui embauchent les illégaux ? Faut-il accorder une amnistie à certains immigrants qui sont présents depuis des années ? ... et ainsi de suite, et ça tourne en rond, et ce depuis des années. De temps à autre, un opposant à l'immigration se fait un devoir de déclarer que les Etats-Unis n'ont aucune obligation morale à accueillir les immigrants latinos.

Dans ce dernier cas, le contre-argument n'est jamais formulé : Oui, les Etats-Unis ont bien une obligation morale parce que s'il y a autant d'immigrants qui cherchent à échapper à une situation chez eux rendue désespérante par les interventions et la politique des Etats-Unis. Au Guatemala et au Nicaragua, Washington a renversé des gouvernements progressistes qui ont sincèrement tenté de combattre la misère. Au Salvador, les Etats-Unis ont joué un rôle majeur dans l'élimination d'un mouvement qui luttait pour instaurer un gouvernement similaire, et au Honduras aussi, dans une moindre mesure. Au Mexique, même si Washington n'est pas intervenu militairement au Mexique depuis 1919, au cours des ans les Etats-Unis ont fourni formation, armes et technologie de surveillance à la police et forces armées mexicaines pour améliorer leur capacité à étouffer les aspirations du peuple, comme aux Chiapas, ce qui a renforcé le flux de miséreux vers les Etats-Unis. De plus, l'accord économique de Washington, le *North American Free Trade Agreement* (NAFTA - *en français ALENA, Accord de libre-échange nord-américain ; NdT*), a provoqué une invasion de produits agricoles, bon marchés et subventionnés, au Mexique et a poussé de nombreux Mexicains à abandonner leurs terres.

Le résultat final de toutes ces politiques est une armée de migrants qui s'exilent vers le nord à la recherche d'une vie meilleure. Ce n'est pas que ces gens préfèrent vivre aux Etats-Unis. Ils préféreraient de loin vivre avec leurs familles et leurs amis, de pouvoir parler leur langue maternelle et de s'épargner toutes les difficultés que leur imposent la police américaine et l'extrême-droite.

(...)

<http://killinghope.org/bblum6/aer105.html>

(1) *Washington Post*, March 5, 1987

(2) *Associated Press*, December 12, 2006

(3) [President Ahmadinejad Delivers Remarks at Columbia University](#), Transcript, Washington Post, September 24, 2007

(4) [Remarks by the President at AIPAC Policy Conference](#), White House Office of the Press Secretary, March 4, 2012

(5) *Washington Post*, March 3, 2008

(6) [The Pentagon v. Peak Oil](#), TomDispatch.com, June 14, 2007

(7) *Los Angeles Times*, June 18, 1990

URL de cet article 16582

William BLUM

<http://www.legrandsoir.info/ce-qu-il-vous-faut-c-est-la-sincerite-et-si-vous-arrivez-a-simuler-la-sincerite-vous-avez-gagne-vieux-dicton-hollywoodien.html>

3 Courrier des lecteurs & témoignage

3-1 Gilles Devers : « Le Monde » et le gentil monde de l'OTAN

Le Monde est un plaisant-triste, pour reprendre le mot de Gainsbourg. Comme prétentieux et donneur de leçons, c'est un *must*. Un peu comme *France-Inter*. Ces gens-là étant très intelligents et très savants, le Dieu des médias leur a donné le diplôme « de référence », c'est-à-dire de serviteur du consensus dominant. Ils connaissent une raison cachée, qui est « La Vérité » et s'ils consentent parfois à faire quelques visites d'inspection sur le terrain, encore appelées « reportages », c'est pour vérifier que tout se passe bien comme prévu. Mais voir la société telle qu'elle est, impossible. Ce serait trop dangereux. Si on veut rester pépère « de référence », il faut trouver un équilibre : piquer de grosses colères sur des sujets périphériques, histoire de faire genre, et pour le reste défendre la ligne du parti. En politique étrangère, *Le Monde* est devenu le bulletin officiel de l'OTAN et de ses succursales. *Le Monde* ne veut fâcher ni les institutions, ni les annonceurs qui lui maintiennent la tête hors de l'eau. Chacun a pu apprécier la haute tenue de ses écrits sur la Libye, la Côte d'Ivoire ou l'Iran... Heureusement qu'on peut se passer de cette sauce officielle en cherchant les infos sur le net.

Voici un exemple rigolo avec le dernier rapport du Sipri (*Stockholm International Peace Research Institute*), un institut privé spécialisé dans l'observation des affaires militaires, publié ce mardi 18. Je vous livre en intégral ce qu'ont publié *Le Monde* et *Il Manifesto*.

Le Monde (texte non signé)

Les dépenses militaires mondiales se sont stabilisées en 2011

Les dépenses militaires dans le monde se sont stabilisées en 2011 en raison de la crise économique mondiale, totalisant 1 740 milliards de dollars, soit 1 320 milliards d'euros, selon un rapport publié mardi 17 avril par le Sipri (*Stockholm International Peace Research Institute*), un institut international indépendant, spécialisé dans les conflits, les armements, le contrôle des armes et le désarmement, basé à Stockholm.

« La légère augmentation de 0,3 % en 2011 [par rapport à 2010] marque la fin d'une course continue d'augmentation des dépenses militaires enregistrées entre 1998 et 2010 », relève le rapport.

Le Sipri précise que la moyenne annuelle d'augmentation de ces dépenses a été de 4,5 % entre 2001 et 2009. Il souligne que parmi les premiers pays acheteurs d'armes, six – le Brésil, la France, l'Allemagne, l'Inde, le Royaume Uni et les Etats-Unis – ont réduit leurs budgets militaires en 2011, tandis que la Chine et la Russie les ont « nettement augmentés ».

« Le contrecoup de la crise économique mondiale, en particulier les mesures de réduction des déficits aux Etats-Unis et en Europe ont finalement stoppé - du moins pour l'instant - l'augmentation enregistrée pendant une décennie des dépenses militaires », explique M. Sam Perlo-Freeman, chercheur au Sipri. Aux Etats-Unis, premier budget militaire mondial, les dépenses dans ce secteur devraient diminuer en raison du retrait américain d'Irak et du désengagement d'Afghanistan, selon le Sipri. De son côté, la France, l'un des trois premiers budgets militaires d'Europe occidentale avec l'Allemagne et le Royaume-Uni, a réduit de 4 % son budget militaire depuis 2008 en raison de mesures d'austérité pour diminuer le déficit budgétaire. Dans la même période, les réductions ont été plus modestes en Allemagne (- 1,4 %) et au Royaume-Uni (- 0,6 %), ajoute le Sipri.

La Russie a au contraire augmenté de 9,3 % ses dépenses militaires à 71,9 milliards de dollars en 2011, dépassant la France et le Royaume-Uni et devenant le 3^e budget militaire de la planète, relève l'institut.

Le Sipri note que le Moyen-Orient est la région où « *une claire augmentation* » des dépenses militaires est perceptible dans la plupart des pays. Mais il ajoute qu'en l'absence de données fiables pour des pays-clés comme l'Irak et les Emirats arabes unis, il est difficile de totaliser les budgets militaires de cette région.

Mon commentaire

Donc, l'OTAN est adorable. Tous les pays membres font un effort, à commencer par les super-sympas US, qui en plus vont se retirer d'Irak et d'Afghanistan. En revanche, vous avez bien noté les méchants : la Russie et la Chine, qui ont augmenté leurs dépenses. Bien sûr, *Le Monde* ne donne pas le chiffre des dépenses des US ou de l'OTAN cumulés. Le seul chiffre cité de tout l'article est celui de la Russie. Et puis, comme une signature, un coup de clavier contre l'Iran, pays non fiable.

Evidemment, *Le Monde* ne va perdre son encre à donner les chiffres de la dépense US, plus de 40% pour ce seul pays, et consacré à la domination du monde, car ni le Canada ni le Mexique n'ont en projet d'envahir les US. De même, hors de question de décrire comment les US, après les fiascos irakien et afghan, redéfinissent leur politique de domination, qui doit devenir plus efficace et moins coûteuse. Hors de question aussi d'expliquer le réinvestissement massif des US dans la région Asie/Pacifique, qui justifie en réplique l'effort de guerre de la Russie et de la Chine.

Manlio Dinucci, journaliste d'*Il Manifesto* – journal qui publie ces infos majeures à la une – a lu le même rapport, mais il en fait un compte rendu un peu plus précis...

Il Manifesto, Manlio Dinucci

La course folle de la dépense militaire

Pendant le temps que vous mettrez à lire cet article, on aura dépensé dans le monde 10 millions de dollars de plus en armes, armées et guerre. La dépense militaire mondiale se monte en effet à 3,3 millions de dollars à la minute. Soit 198 millions par heure, 4,7 milliards chaque jour. Ce qui équivaut à 1.738 milliards de dollars en une année. Ces données sont celles de 2011, publiées hier par le Sipri, le fameux institut international dont le siège est à Stockholm.

Les Etats-Unis sont toujours la locomotive de la dépense militaire, avec 711 milliards de dollars, équivalents à 41% du total mondial. La coupe annoncée de 45 milliards annuels dans la prochaine décennie reste encore à voir. Les économies devraient être effectuées en réduisant les forces terrestres et en restreignant les pensions (assistance médicale comprise) des anciens combattants.

Objectif du Pentagone : rendre les forces étasuniennes plus agiles, plus flexibles et prêtes à être déployées encore plus rapidement. La réduction des forces terrestres prend place dans la nouvelle stratégie, testée avec la guerre en Libye : utiliser l'écrasante supériorité aérienne et navale étasunienne et en faire assumer la plus grosse charge par les alliés. Mais les guerres n'en coûtent pas moins pour autant : les fonds nécessaires, comme cela s'est passé pour la guerre contre la Libye, sont autorisés par le Congrès à chaque fois, en les ajoutant au budget du Pentagone. Et s'ajoutent aussi à cela d'autres postes à caractère militaire, parmi lesquels environ 125 milliards annuels pour les militaires au repos et 50 pour le Département de la sécurité de la patrie, portant la dépense étasunienne à environ la moitié de celle mondiale.

Dans les estimations du Sipri, la Chine reste au deuxième rang par rapport à 2010, avec une dépense estimée à 143 milliards de dollars, équivalents à 8% de la dépense mondiale. Mais son rythme de croissance (170% en termes réels en 2002-2011) est plus grand que celui de la dépense étasunienne (59% pour la même période). Cette accélération est due fondamentalement au fait que les USA sont en train d'opérer une politique de « *containment* » de la Chine, déplaçant de plus en plus le centre focal de leur stratégie dans la région Asie/Pacifique. En rapide augmentation aussi la dépense de la Russie, qui passe, avec 72 milliards de dollars en 2011, du cinquième au troisième poste parmi les pays ayant les plus grandes dépenses militaires.

Suivent la Grande-Bretagne, la France, le Japon, l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Allemagne, le Brésil et l'Italie. La dépense militaire italienne est estimée par le Sipri, pour 2011, à 34,5 milliards de dollars, équivalents à environ 26 milliards d'euros annuels. L'équivalent d'une grosse loi de Finances.

Dans la répartition régionale, l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon totalisent environ 70% de la dépense militaire mondiale : c'est donc la triade, qui jusqu'à présent a constitué le « centre » de l'économie mondiale, qui investit les plus grandes ressources dans le domaine militaire. Ceci a un effet de répercussion sur les régions économiquement moins développées : par exemple, l'Afrique compte à peine 2% de la dépense militaire mondiale, mais l'Afrique du Nord a enregistré la croissance la plus

rapide de la dépense militaire dans les sous-régions (109% en termes réels en 2002-2011) et celle du Nigeria aussi est en croissance rapide.

La dépense militaire continue ainsi à augmenter en termes réels. Selon les estimations du Sipri, elle a grimpé à 250 dollars annuels pour chacun des 7 milliards d'habitants de la planète. Un chiffre apparemment négligeable pour un citoyen moyen d'un pays comme l'Italie. Mais qui, additionné aux autres, devient un fleuve d'argent public qui se perd dans un puits sans fond. Avant même de tuer quand elle est convertie en armes et armées, la dépense militaire tue en soustrayant des ressources vitales à des milliards d'êtres humains.

Mon commentaire

Sans commentaire. Laissons les journalistes « de référence » présenter leur meilleur profil à leurs chers annonceurs.

Ouaip, mais quand même,... ces abrutis prétentieux nous gavent.

Gilles Devers

Jeudi 19 avril 2012

Actualités du droit

<http://lesactualitesdudroit.20minutes-blogs.fr/...>

3-3 [Silvia Cattori](#) : [Le terrorisme non revendiqué de l'OTAN - Entretien avec Daniele Ganser](#).

Daniele Ganser, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bâle et président de l'ASPO-Suisse, a publié un livre de référence sur « Les Armées secrètes de l'OTAN ».

Selon lui, les États-Unis ont organisé en Europe de l'Ouest pendant 50 ans des attentats qu'ils ont faussement attribué à la gauche et à l'extrême gauche pour les discréditer aux yeux des électeurs. Cette stratégie perdure aujourd'hui pour susciter la peur de l'islam et justifier des guerres pour le pétrole.

Silvia Cattori : *Votre ouvrage consacré aux armées secrètes de l'Otan [1], s'attache à expliquer ce que la stratégie de la tension [2] et les False flag terrorism [3] comportent de grands dangers. Il nous enseigne comment l'Otan, durant la Guerre froide -en coordination avec les services de renseignement des pays ouest-européens et le Pentagone- s'est servi d'armées secrètes, a recruté des espions dans les milieux d'extrême droite, et a organisé des actes terroristes que l'on attribuait à l'extrême gauche. En apprenant cela, on peut s'interroger sur ce qui peut se passer aujourd'hui à notre insu.*

Daniele Ganser : C'est très important de comprendre ce que la *stratégie de la tension* représente réellement et comment elle a fonctionné durant cette période. Cela peut nous aider à éclairer le présent et à mieux voir dans quelle mesure elle est toujours en action. Peu de gens savent ce que cette expression *stratégie de la tension* veut dire. C'est très important d'en parler, de l'expliquer. C'est une tactique qui consiste à commettre soi-même des attentats criminels et à les attribuer à quelqu'un d'autre. Par le terme *tension* on se réfère à la tension émotionnelle, à ce qui crée un sentiment de peur. Par le terme *stratégie*, on se réfère à ce qui alimente la peur des gens vis-à-vis d'un groupe déterminé. Ces structures secrètes de l'Otan avaient été équipées, financées et entraînées par la CIA, en coordination avec le MI6 (les services secrets britanniques), pour combattre les forces armées de l'Union Soviétique en cas de guerre, mais aussi, selon les informations dont nous disposons aujourd'hui, pour commettre des attentats terroristes dans divers pays [4]. C'est ainsi que, dès les années 70, les services secrets italiens ont utilisé ces armées secrètes pour fomenter des attentats terroristes dans le but de provoquer la peur au sein de la population et, ensuite, d'accuser les communistes d'en être les auteurs. C'était la période où le Parti communiste avait un pouvoir législatif important au Parlement. La *stratégie de la tension* devait servir à le discréditer, l'affaiblir, pour l'empêcher d'accéder à l'exécutif.

Silvia Cattori : *Apprendre ce que cela veut dire est une chose. Mais il reste difficile de croire que nos gouvernements aient pu ainsi laisser l'Otan, les services de renseignement ouest-européens et la CIA agir de façon à menacer la sécurité de leurs propres citoyens !*

Daniele Ganser : L'Otan était au cœur de ce réseau clandestin lié à la terreur ; le Clandestine Planning Committee (CPC) et l'Allied Clandestine Committee (ACC) étaient des substructures clandestines de l'Alliance atlantique, qui sont clairement identifiées aujourd'hui. Mais, maintenant que cela est établi, il est toujours difficile de savoir qui faisait quoi. Il n'y a pas de documents pour prouver qui commandait, qui organisait la *stratégie de la tension*, comment l'Otan, les services de renseignement ouest-européens, la CIA, le MI6, et les terroristes recrutés dans les milieux d'extrême droite, se distribuaient les rôles. La seule certitude que nous avons est qu'il y avait, à l'intérieur de ces structures clandestines, des éléments

qui ont utilisé la *stratégie de la tension*. Les terroristes d'extrême droite ont expliqué dans leurs dépositions que c'était les services secrets et l'Otan qui les avaient soutenus dans cette guerre clandestine. Mais quand on demande des explications à des membres de la CIA ou de l'Otan -ce que j'ai fait pendant plusieurs années- ils se limitent à dire qu'il a peut-être pu y avoir quelques éléments criminels qui ont échappé à leur contrôle.

Silvia Cattori : *Ces armées secrètes étaient-elles actives dans tous les pays ouest-européens ?*

Daniel Ganser : Par mes recherches, j'ai apporté la preuve que ces armées secrètes existaient, non seulement en Italie, mais dans toute l'Europe de l'Ouest : en France, en Belgique, en Hollande, en Norvège, au Danemark, en Suède, en Finlande, en Turquie, en Espagne, au Portugal, en Autriche, en Suisse, en Grèce, au Luxembourg, en Allemagne. On avait d'abord pensé qu'il y avait une structure de guérilla unique et que, par conséquent, ces armées secrètes avaient toutes participé à la *stratégie de la tension*, donc à des attentats terroristes. Or, il est important de savoir que ces armées secrètes n'ont pas toutes participé à des attentats. Et de comprendre ce qui les différenciait car elles avaient deux activités distinctes. Ce qui apparaît clairement aujourd'hui est que ces structures clandestines de l'Otan, communément appelées *Stay behind* [5], étaient conçues, au départ, pour agir comme une guérilla en cas d'occupation de l'Europe de l'Ouest par l'Union soviétique. Les États-Unis disaient que ces réseaux de guérilla étaient nécessaires pour surmonter l'impréparation dans laquelle les pays envahis par l'Allemagne s'étaient alors trouvés.

Nombre de pays qui ont connu l'occupation allemande, comme la Norvège, voulaient tirer les leçons de leur incapacité à résister à l'occupant et se sont dit, qu'en cas de nouvelle occupation, ils devaient être mieux préparés, disposer d'une autre option et pouvoir compter sur une armée secrète dans le cas où l'armée classique serait défaite. Il y avait, à l'intérieur de ces armées secrètes, d'honnêtes gens, des patriotes sincères, qui voulaient uniquement défendre leur pays en cas d'occupation.

Silvia Cattori : *Si je comprends bien, ces Stay behind dont l'objectif initial était de se préparer pour le cas d'une invasion soviétique, ont été détournées de ce but pour combattre la gauche. Dès lors, on peine à comprendre pourquoi les partis de gauche n'ont pas enquêté, dénoncé ces dérives plus tôt ?*

Daniele Ganser : Si on prend le cas de l'Italie, il apparaît que, chaque fois que le Parti communiste a interpellé le gouvernement pour obtenir des explications sur l'armée secrète qui opérait dans ce pays sous le nom de code *Gladio* [6], il n'y a jamais eu de réponse sous prétexte de secret d'Etat. Ce n'est qu'en 1990 que Giulio Andreotti [7] a reconnu l'existence de *Gladio* et ses liens directs avec l'Otan, la CIA et le MI6 [8]. C'est à cette époque aussi que le juge Felice Casson a pu prouver que le véritable auteur de l'attentat de Peteano en 1972, qui avait secoué alors l'Italie, et qui avait été attribué jusque là à des militants d'extrême gauche, était Vincenzo Vinciguerra, apparenté lui à Ordine Nuovo, un groupe d'extrême droite. Vinciguerra a avoué avoir commis l'attentat de Peteano avec l'aide des services secrets italiens. Vinciguerra a également parlé de l'existence de cette armée secrète *Gladio*. Et il a expliqué que, pendant la Guerre froide, ces attentats clandestins avaient causé la mort de femmes et d'enfants [9]. Il a également affirmé que cette armée secrète contrôlée par l'Otan, avait des ramifications partout en Europe. Quand cette information est sortie, il y a eu une crise politique en Italie, Et c'est grâce aux investigations du juge Felice Casson qu'on a eu connaissance des armées secrètes de l'Otan.

En l'Allemagne, quand les socialistes du SPD ont appris, en 1990, qu'il existait dans leur pays -comme dans tous les autres pays européens- une armée secrète, et que cette structure était liée aux services secrets allemands, ils ont crié au scandale et accusé le parti démocrate-chrétien (CDU). Ce parti a réagi en disant : si vous nous accusez, nous allons dire au public que, vous aussi, avec Willy Brandt, aviez trempé dans cette conspiration. Cela coïncidait avec les premières élections de l'Allemagne réunifiée, que le SPD espérait gagner. Les dirigeants du SPD ont compris que ce n'était pas un bon sujet électoral ; finalement ils ont laissé entendre que ces armées secrètes étaient justifiées.

Au Parlement européen, en novembre 1990, des voix se sont élevées pour dire que l'on ne pouvait pas tolérer l'existence d'armées clandestines, ni laisser sans explication des actes de terreur dont l'origine réelle n'était pas élucidée, qu'il fallait enquêter. Le Parlement européen a donc protesté par écrit auprès de l'Otan et du président George Bush senior. Mais rien n'a été fait.

Ce n'est qu'en Italie, en Suisse et en Belgique, que des enquêtes publiques ont été engagées. Ce sont du reste les trois seuls pays qui ont fait un peu d'ordre dans cette affaire et qui ont publié un rapport sur leurs armées secrètes.

Notes :

[1] *Les Armées Secrètes de l'OTAN : Réseaux Stay Behind, Opération Gladio et Terrorisme en Europe*, Éditions Demi-Lune, 2007

[2] C'est après l'attentat de Piazza Fontana à Milan en 1969 que l'expression stratégie de la tension a été entendue pour la première fois.

[3] *False flag operations* (opérations faux drapeaux) est l'expression utilisée pour désigner des actions terroristes, menées secrètement par des gouvernements ou des organisations, et que l'on fait apparaître comme ayant été menées par d'autres.

[4] « Stay-behind : les réseaux d'ingérence américains » par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 20 août 2001.

[5] *Stay behind* (qui veut dire : rester derrière en cas d'invasion soviétique) est le nom donné aux structures clandestines entraînées pour mener une guerre de partisans.

[6] Gladio désigne l'ensemble des armées secrètes européennes qui étaient sous la direction de la CIA.

[7] Président du Conseil des ministres, membre de la démocratie chrétienne.

[8] « Rapport Andreotti sur l'Opération Gladio » document du 26 février 1991, Bibliothèque du Réseau Voltaire.

[9] « 1980 : carnage à Bologne, 85 morts », *Réseau Voltaire*, 12 mars 2004.

LIRE LA SUITE EN CLIQUANT SUR CE LIEN :

15 mai 2012

http://www.michelcollon.info/Le-terrorisme-non-revendique-de-l.html?var_mode=calcul

[Silvia Cattori](#)